

UNITÉ

LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE (MJS)

"La jeunesse est la flamme de la révolution" Karl Liebknecht

EDITO : Etre à la hauteur ?

par Ernest Simon

La contribution du MJS pour le congrès du PS

« Etre à la hauteur », c'est le titre de la contribution déposée par le MJS pour le congrès du Parti Socialiste. Si l'on peut regretter que ce texte n'ait pu faire l'objet de débats préalables dans les fédérations du MJS, cette contribution a pour mérite de prendre acte de la situation sociale difficile dans laquelle se trouve la jeunesse et d'appeler à un autre modèle de développement. Pour cela, la construction de l'alternative passe par une gauche unie.

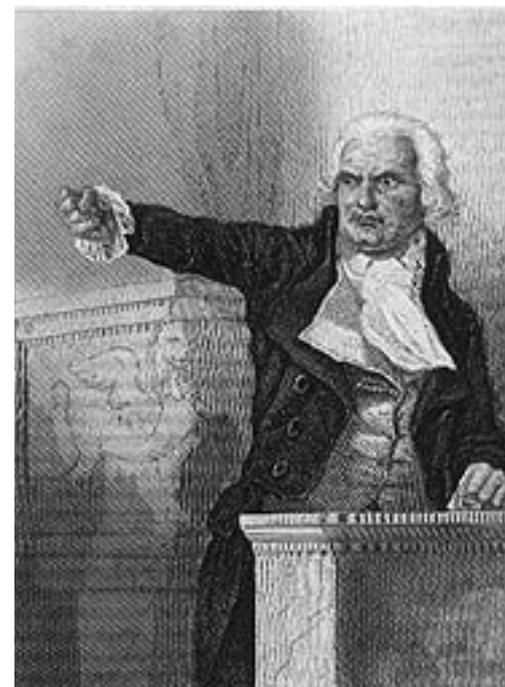
A l'image du texte d'orientation du Congrès de Bordeaux, la contribution traduit la ligne politique générale commune des jeunes socialistes, sans pour autant clarifier la position sur certains problèmes concrets de la jeunesse (réforme universitaire, respect du droit du travail pour les stagiaires, pour les jobs d'été). Il faut tout de même souligner la liste des propositions qui permet de donner un caractère revendicatif à la contribution, bien que certaines propositions paraissent encore bien floues : la mise en place d'un « conseil des âges » n'a rien de très stimulant et ne répond en rien à la question de savoir si les salariés doivent travailler plus longtemps ou non pour payer leurs retraites !

D'abord, redistribuer les richesses

Si les socialistes, jeunes ou moins jeunes, s'accordent sur le fait que le défi majeur est aujourd'hui de mieux répartir les richesses, il faut pousser la logique jusqu'au bout et dire pourquoi il faut mieux répartir ces richesses, pour qui (le salariat) et comment. « D'abord, redistribuer les richesses », c'est le sens de la contribution générale déposée par Démocratie et Socialisme (www.democratie-socialisme.org). Offensive Socialiste se retrouve dans ce texte car il définit les grandes lignes d'un programme d'urgence sociale en faveur des salariés: redistribuer les richesses, augmenter les salaires et les retraites, réaliser le plein emploi, reconstruire les services publics et développer la démocratie à l'échelle nationale, européenne et mondiale. Ce programme traduit le souci d'apporter un débouché politique aux mobilisations sociales fortes qui secouent le pays depuis 1995, 2003, 2006, etc.

Le social au cœur

Bien évidemment, ce texte constitue une pierre dans un édifice commun à construire. Les démarches initiées par d'autres sensibilités de la gauche du Parti Socialiste ont des proximités évidentes : de « Reconquêtes » (de Benoît Hamon), à «Changer» (de Marie-Noëlle Lienemann et Emmanuel Maurel), en passant par «Réinventer la gauche» (de Jean-Luc Mélenchon), ou même « Debout la gauche » (de Marc Dolez). Il n'y a bien sûr aucune exclusive car l'objectif est de construire dans une logique majoritaire, et de rassembler toutes les contributions générales qui veulent ancrer le Parti Socialiste à gauche, qui veulent une union de la gauche autour d'un programme de législation, en opposition frontale à toute alliance avec la droite, Modem inclus.



DANTON: « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace »

Discours à l'Assemblée législative
2 septembre 1792

Quand on apprend que l'armée austro-prussienne est en marche vers Paris, Danton se précipite à l'Assemblée pour prononcer une harangue aussi brève qu'énergique.

Sous son influence, la Commune appellera les citoyens aux armes, le 21 la Convention nationale proclamera la République.

SOMMAIRE

PAGE 1 Edito, par Ernest Simon

PAGE 2 De l'antilibéralisme au socialisme, par Jean François Claudon

PAGE 4 Marcel et Georgette Sambat: un couple atypique de la troisième république, par Julien Guérin

PAGE 5 Du danger de la "sous-traitance" en cascade, par Tunjai Cilgi

PAGE 7 Valse avec la vie. Critique du film Valse avec Bachir, par Renaud Chenu

PAGE 8 Présentation du livre "les jeunes socialistes d'Epinais à la génération CPE"

Si Fabius, Aubry, ou d'autres encore, souhaitent une orientation vraiment à gauche pour le PS, alors pourquoi pas ? Cependant, on sait que toute alliance se fait généralement sur le plus petit dénominateur commun. Aussi, il est impératif d'organiser un rassemblement sur un programme politique clair et débouchant si possible sur un cadre de travail permettant d'affiner collectivement des orientations fermes. Tout ceci suppose de faire fi des rancunes et sensibilités personnelles, pour mettre l'investissement de tous au service d'un engagement politique.



Etre à la hauteur ? Chiche !

LA RACAILLE
C EST LUI !

De l'antilibéralisme au socialisme

par Jean François Claudon, 75

Descartes disait que le bon-sens était la chose la mieux partagée au monde. Il ne pouvait pas savoir qu'aujourd'hui, une autre caractéristique allait se généraliser de façon inouïe : l'antilibéralisme. De Besancenot à Chirac[1], de Chavez à Ségolène Royal[2], tout le monde se dit en opposition au libéralisme. Même Sarko ! Il n'y a que les valets bas de gamme de l'ordre établi qui s'accrochent à cette notion. Les BHL, Canto-Sperber et autres Finkelkraut, toujours à débusquer le totalitarisme, qui n'est rien d'autre que leur fond de commerce, voient dans cette notion l'origine de tout mal. L'antilibéral est contre nos amis Américains, il voue forcément aux gémonies l'Etat d'Israël, il est contre les libertés individuelles, fraye avec le terrorisme, entrave la compétitivité nationale.... L'antilibéralisme est synonyme, dans la bouche de nos élites, de populisme et de démagogie. Pour Nicolas Baverez, qu'il soit de droite ou de gauche, il est toujours « un fléau qui se trouve au principe du déclin et de la régression de la France »[3]... Stop, n'en jetez plus !

Cette dénonciation s'applique à quiconque remettrait en cause les règles du commerce international que l'on appelle improprement «loi du marché» (car derrière l'abstraction impersonnelle du «marché», il y a des hommes réels qui s'engraissent au détriment des autres !). En fait, cette violence verbale, dans son outrance, n'est que le reflet inversé, dans la sphère idéologique, d'une réalité fondamentale : plus personne sur cette terre ne pense que la libre concurrence, la dérégulation, l'aviilissement des systèmes de protection sociale ne permettront l'avènement de l'abondance et de la félicité universelle. C'est parce qu'ils sont extrêmement minoritaires que les thuriféraires du marché sont si frénétiques. Ils se rendent compte que leur Jéhovah va bientôt devoir fermer boutique !

Comment expliquer ce relatif consensus antilibéral actuel?

On est en fait aujourd'hui à la rencontre de deux tendances historiques complémentaires. D'un côté, la dérégulation libérale, entamée insidieusement à la fin des années 1960, n'a plus grand chose à mettre en concurrence. Sa mission est en voie d'accomplissement. De l'autre côté, alors qu'en pratique, le libéralisme économique est tout puissant, l'adhésion à ses principes n'a jamais été aussi faible dans la population française, européenne et mondiale.

Nous sommes définitivement sortis des années 1980, années maudites où l'opposition gauche/droite prétendument obsolète avait laissé la place au clivage illusoire entre modernisateurs et archaïques. A cette époque, Mitterrand lui-même ne considérait-il pas que l'on vivait «la fin de l'opposition gauche/droite, avec, devant nous, quinze ans de centrisme» et que le thème de la modernisation allait devenir le thème rassembleur dépassant les clivages politiques[4] ?

Tout, aujourd'hui, converge vers une dénonciation de cette idéologie en passe de devenir totalitaire. Le Mur est tombé et le stalinisme, à part en Corée du Nord, ne peut plus servir de repoussoir. La Chine a enfin sa place dans le paradis de la concurrence « libre et non faussée » et concourt de ce fait à la régression sociale généralisée. Le chantage aux délocalisation et la règle du moins disant social règnent en maître. L'interpénétration entre le capitalisme transnational et les milieux mafieux est de plus en plus organique, comme le montre l'évolution du capitalisme russe restauré. Le fossé Nord-Sud s'élargit inlassablement et la pauvreté est rendue d'autant plus inadmissible pour les masses du Tiers-monde qu'elle côtoie des îlots de richesses débordantes et scandaleuses. L'urgence écologique n'est qu'un gadget vidé de tout contenu du fait des exigences aveugles de l'accumulation capitaliste...

Nous vivons donc un moment rare de l'histoire dans lequel une idée économique reflue à vitesse grand V alors que sa réalisation concrète est sur le point de s'immiscer dans tous

les rapports sociaux. C'est paradoxalement une chance pour le socialisme du XXIème siècle. Les libéraux n'ont plus le vent en poupe, eux qui ont fait leur coming-out triomphant à la fin des années 1970. Avant cette date, il était impossible de se prononcer contre l'augmentation des dépenses sociales, la progressivité de l'impôt, la généralisation des aides, bref, contre l'Etat-providence. Les néo-libéraux ont eu droit à 20 années bénites, où leurs idées étaient prônées de façon complètement décomplexée, mais l'heure tourne et elle est maintenant au refus de l'individualisme primaire, de la loi de la jungle et du mythe du « self-made-man », qui a au passage obtenu des diplômes garantis par l'Etat, des crédits dont l'encadrement est assuré par la puissance publique, un arsenal législatif avantageux...

Mais il ne convient pas de crier victoire trop tôt. Nous sommes à l'heure du reflux des idées libérales, car l'infrastructure économique qui les détermine créent des besoins sociaux auxquels elle ne peut subvenir. La mondialisation libérale ne peut pas, par définition, être « heureuse » pour les peuples et pour les salariés. Mais l'alternative politique n'est pas encore fonctionnelle dans la tête de nombreux travailleurs qui ne sont qu'au stade de la désillusion. L'antilibéralisme est une avancée de la conscience des masses, mais il peut vite devenir un frein, car il est avant tout un anti-concept. Ainsi, certains altermondialistes déduisent de leur opposition radicale au capitalisme la nécessité de détruire le monde moderne et de vivre dans les bois. Les adeptes de la « décroissance » et du mythe du bon sauvage n'ont pas compris que le progrès, c'est de conserver les acquis du capitalisme (marché mondial, ouverture des frontières, entreprises transnationales...), tout en les faisant fonctionner de façon démocratique et, de ce fait, dans l'intérêt de tous.

Face à ces antilibéraux qui deviennent de fait antimodernistes, il faut rappeler clairement qu'« on ne sort pas du capitalisme en marche arrière »[5]. Le seul concept positif et moderne à même de satisfaire les travailleurs de tous les pays, c'est le socialisme. Et même le socialisme mondialisé ! Il va vite devenir vital de mettre en avant la perspective du socialisme, sinon, nous nous ferons dépasser par les antimondialistes réactionnaires et les obscurantistes de tout poil.

Ce n'est pas tomber dans l'idéalisme que de dire que le combat des salariés n'est effectif que s'il est doté d'une perspective claire dans l'avenir. Le matérialisme dialectique n'est pas un mécanisme. C'est ce qu'avait compris au premier chef Jaurès. Selon lui, «il ne peut y avoir de révolution que là où il y a conscience». L'effectivité de l'exploitation, la lutte des classes concrète et l'existence d'organisations de lutte sont trois conditions nécessaires, mais non suffisantes pour entamer la transformation sociale. Il faut également une vision claire et distincte de l'avenir. C'est cette conscience qui manquait aux premières luttes ouvrières, selon Jaurès, puisque, «dans le premier tiers du dix-neuvième siècle, la force ouvrière s'exerçait, se déployait, luttait contre la puissance écrasante du capital : mais elle n'avait pas conscience du terme où elle tendait ; elle ne savait pas que, dans la forme communiste de la propriété, était l'achèvement de son effort,

l'accomplissement de sa tendance »[6].

Un siècle après Jaurès, alors que le stalinisme est bel et bien mort et enterré, alors que les solutions social-démocrates sont visiblement à bout de souffle, il nous faut assumer cette nécessité dialectique. S'il est vrai que les idées naissent du ventre, elles doivent se dépasser elles-mêmes pour devenir des idéaux qui permettent aux revendications les plus « basement » économiques de se déployer. Les moindres revendications alimentaires des salariés dépassent aujourd'hui les limites fixées par l'Etat bourgeois. Il faut donc relier ces exigences démocratiques à un idéal socialiste et internationaliste, car on ne pourra jamais gagner durablement dans des combats partiels déconnectés du but final. C'est la tâche des jeunes socialistes pour notre génération que de promouvoir notre idéal commun et ses corollaires pratiques : gestion démocratique de l'Etat, contrôle des salariés sur leurs entreprises, indépendance des organisations syndicales, stricte séparation entre sphère publique et sphère privée, libre épanouissement des individus.

« Fiers d'être socialistes », affirme un des slogans-phares du MJS. Il est grand temps que ce mot d'ordre devienne réalité. Sortons du piège des « valeurs » et de « l'identité » socialiste. C'est un traquenard de la droite et des classes dominantes qui espèrent nous engluer dans un vain débat sur les valeurs et nous faire passer du même coup pour des conservateurs et des archaïques ! Le socialisme, c'est comme l'amour. Il n'y a pas de socialisme, il n'y a que des preuves de socialisme. Alors posons-nous les vraies questions fondamentalement concrètes : comment prendre le pouvoir, comment l'exercer, comment approfondir la démocratie, comment libérer l'homme des contraintes qui l'asservissent ? Bref, pour revenir à Marx, comment faire advenir « une société où le libre développement de chacun sera la condition du plein épanouissement de tous »[7] ?

1 L'éditorialiste Yves de Kerdrel faisait même il y a peu de Jacques Chirac le « portedrapeau le plus résolu de l'antilibéralisme français ». Cf. « Controverse : Sarkozy peut-il être libéral ? », Le Figaro Figaro, 8 juin 2007

2 Sur Canal Plus, le 25 mai 2008, elle a déclaré : «Je ne pourrais jamais dire : je suis libérale. Je ne crois pas qu'il faille réhabiliter ce mot et ce concept. C'est le mot de nos adversaires politiques, synonyme de capitalisme débridé, d'écrasement des bas salaires, de violence».

3 Nicolas BAVEREZ, Que faire ? Agenda 2007, Perrin, 2006.

4 Jacques ATTALI, Verbatim, t. 1, Fayard, 1993, p. 495, cité dans Guillaume BACHELAY, Désert d'avenir ? Le Parti socialiste, 1983-2007, Encyclopédie du socialisme, 2007, p. 41.

5 Rossana ROSSANDA, directrice de la revue Il Manifesto, in Le Nouvel Observateur, numéro spécial Marx, octobre-novembre 2003.

6 Jean JAURES, « Question de méthode », in Etudes socialistes, Ed. Histoire et Politique, 1995.

7 Karl MARX & Friedrich ENGELS, Le manifeste du Parti communiste, 10-18, 1962, p. 46.

Marcel et Georgette Sembat: un couple atypique de la troisième République

par Julien Guérin, 43

Depuis le 2 avril au 13 juillet, se tenait aux Archives nationales à Paris (IIIème arrondissement) une belle exposition intitulée « de Jaurès à Matisse », celle-ci est tout entière consacrée au couple Sembat.

Marcel Sembat (1862-1922), dirigeant national de la SFIO (le parti socialiste de l'époque fondé en 1905 qui rassemblait dans une même organisation toutes les forces de gauche...), député du quartier populaire et artistique de Montmartre dans le XVIIIème arrondissement de Paris, reste aujourd'hui une figure trop méconnue. Son épouse Georgette était, elle, à la pointe des avant-gardes artistiques de l'époque, amie personnelle de Matisse et des fauves, peintre elle-même, elle a ouvert son mari à toutes les innovations artistiques du début du XXème siècle. Les deux ont formé, au cours de ces années-là, l'un des couples les plus originaux et atypiques de cette époque. L'exposition permet de retracer ces deux parcours tombés largement dans l'oubli.

On y croise la plume acérée du journaliste Sembat collaborateur à *L'Humanité*, fondée et dirigée par Jean Jaurès; ses lectures et recherches sur la psychanalyse de Freud à laquelle il porte un grand intérêt; ses lectures de Rimbaud, de Blaise Cendrars, de Marcel Proust; ses discours enflammés à la tribune de l'Assemblée nationale ou des meetings et congrès socialistes.

Franç-maçon, marqué par la grande Révolution française par la Commune de Paris de 1871 et par toutes les luttes du mouvement ouvrier et démocratique du XIXème siècle, Sembat est à l'image de tous les socialistes d'alors. Il défend un socialisme révolutionnaire et anticapitaliste qui, peu à peu, prend une tournure moins radicale au contact du monde parlementaire et, au fur et à mesure de l'ascension électorale de la SFIO (devenu le premier parti politique de France aux élections législatives d'avril 1914). Si l'objectif reste le même, la formulation évolue. Il a aussi lutté passionnément pour l'unité de toutes les forces socialistes dans une même organisation unitaire : la SFIO avec Jaurès, Guesde et Vaillant (dont Sembat était très proche), les trois principales figures du nouveau parti.

Défenseur, comme Jaurès et les autres socialistes français, de l'internationalisme prolétarien et de la grève générale pour faire face à la montée des menaces de guerre en Europe, il est pourtant ministre dans le gouvernement d'Union sacrée en août 1914 au moment où s'engage la 1ère guerre mondiale, cette boucherie impérialiste qui a causé la mort de plus de 10 millions de personnes pendant 4 ans.

Après l'assassinat de Jaurès par le nationaliste fanatique Raoul Vilain, le 31 juillet 1914 au Café du croissant à Paris, le mouvement ouvrier français (SFIO et CGT) se rallie à l'effort de guerre, les députés de gauche votent les crédits militaires, des ministres socialistes rentrent, pour la première fois de l'histoire, au gouvernement français. On eut pu souhaiter que ce fût dans des

circonstances différentes...

Fidèle à l'héritage républicain de l'an II, beaucoup de socialistes teintent leur internationalisme d'une dose non négligeable de patriotisme. Marcel Sembat devient ainsi secrétaire d'Etat chargé des travaux publics et le reste jusqu'en 1917, date à laquelle les socialistes se retirent enfin du gouvernement. Comme ministre, Sembat est bien entendu solidaire des prises de position gouvernementales et doit assumer des décisions allant certainement totalement à l'encontre de ses positions internationalistes, pacifistes et révolutionnaires défendues avec ardeur avant 1914. On peut dire que, sur cette question centrale pour le sort des peuples, le militant Sembat a certainement franchi la limite entre compromis et compromissions. Après la guerre, dans les débats qui, suite à la Révolution bolchevique d'octobre 1917, agitent la gauche dans tous les pays d'Europe, Sembat refuse l'adhésion à la IIIème Internationale.

Lors du congrès de Tours (décembre 1920), aux cotés de Blum, il est dans la minorité qui reste à la SFIO, tandis que la majorité fondent le parti communiste. Alors que beaucoup des artistes avant-gardistes (amis de Sembat) choisissent l'adhésion à l'Internationale communiste et tout ce que cela représente de nouveautés, d'innovations et de radicalité, Marcel Sembat, fidèle à un certain héritage républicain du socialisme français, reste à la « vieille maison » pour reprendre les termes de Léon Blum à Tours. Il décède accidentellement en 1922, le lendemain Georgette se suicide pour rejoindre celui qui fut le plus grand amour de sa vie.

En plus de cette exposition, le personnage de Sembat a aussi été récemment à l'honneur, réparant (un peu) l'injuste oubli dans lequel il était tombé depuis plusieurs années. En effet, la parution des Cahiers noirs (1905-1922), en novembre dernier, nous permet de mieux cerner le personnage.

On peut ainsi suivre au jour le jour, ou presque, l'évolution de sa pensée politique, ses lectures, ses rencontres et goûts dans le domaine artistique ou littéraire. On peut alors saisir la profondeur de ses analyses, sa grande culture et apprécier son style d'écriture direct et relevé.

Sembat fut donc un socialiste atypique et intéressant à plus d'un titre : révolutionnaire et partisan de la propriété collective des moyens de production, comme la plupart des membres de la SFIO, il est aussi un fin connaisseur de l'art le plus novateur de son époque et un collectionneur avisé, ce qui est alors beaucoup plus rare. Pour Sembat, l'art et les musées ne doivent cependant pas être réservés à une minorité de privilégiés et à une élite bourgeoise. Pour lui, l'art doit également servir à l'émancipation du peuple et des travailleurs sans pour autant devenir un art socialiste officiel. Toujours d'actualité...

A lire : Marcel Sembat, les Cahiers noirs (journal 1905- 1922), Editions Viviane Hamy, 2007



Du danger de la « sous-traitance » en Cascade

par Tunjai Cilgi, AF 64

Ils sont, comme on les a baptisés, la première entreprise de France. Pourtant, on parle peu d'eux et de leurs salariés, cachés qu'ils sont dans l'ombre des grands groupes, «les donneurs d'ordres». Ils sont à l'image de leurs salariés ; fragiles, précaires, soumis aux donneurs d'ordres trop gourmands. Ajouter à cela qu'ils sont les plus vulnérables aux aléas des variations et fluctuations.

A l'instar de leurs salariés, ils travaillent et travaillent même sans compter les heures, de 50 à 65 heures par semaine en moyenne. Pourtant, quand ce n'est pas l'ivraie qu'ils récoltent, c'est la portion congrue. Ils sont fréquemment dans une situation d'exploités, corvéables à merci comme leurs salariés.

Les entreprises artisanales, puisque c'est d'elles dont ils s'agit, sont pour la plupart familiales, de moins de 10 salariés, présentes dans l'industrie, la construction, le commerce et services hors financiers. Elles sont au nombre de 950 000 entreprises (45 à 47 % de toutes les entreprises) et emploient au total environ 3 100 000 salariés (25 à 27 % de la population active occupée). Ainsi ils sont 170 000 apprentis, dont 1 sur 2 ne va jamais au terme de sa formation. La forme juridique la plus courante : entreprise individuelle détenue par une personne physique seule maître à bord, totalement responsable civilement de ses actes, de ses biens et du financement.

Le gros contingent des salariés de ces entreprises n'a pas profité de la conquête sociale que sont les 35 heures, n'a pas de convention collective. Ces salariés sont les premiers à subir les non-majoration des heures supplémentaires...quand elles sont payées. Ils sont les plus confrontés aux contrats précaires, aux «ruptures conventionnelles» du CDI votée récemment, aux rythme de travail les plus élevés, aux accidents de travail, aux bas salaires. C'est dans ces entreprises où le travail dissimulé est le plus récurrent. De plus, bien souvent, il n'y a pas de structure syndicale, ni de représentant du personnel.

Outre le coup de canif au Code du travail, l'Assurance de garantie des salaires (AGS) a été divisée par deux, à l'insu des salariés, par le décret du 14 juillet 2003 passant de 126 464 à 66 552 € pour les contrats de travail postérieurs au décret. Vogue la galère !

De telles conditions dissuadent les demandeurs d'emploi de travailler dans ce type d'entreprises, d'où les difficultés qu'elles rencontrent à trouver de la main-d'œuvre ; dans le BTP, la restauration, le commerce... C'est l'existence de la sous-traitance en cascade qui explique l'existence de fraudes et de contournements du droit du travail.

La "sous-traitance en cascade" permet aux donneurs d'ordres (maître d'ouvrage) d'obtenir le meilleur prix avec la

meilleure qualité. Ainsi, quand les travaux sont sous-traités à une seconde entreprise (maître d'œuvre), celle-ci solde ses prix pour obtenir le marché, ainsi de suite, le sous-traitant suivant pressurise, également, ses prix auprès de la seconde entreprise pour remporter le marché, il sera alors l'exécutant.

C'est ainsi que le sous-traitant, et surtout ses salariés, subissent les préjudices des décisions du donneur d'ordre. D'autant plus que la sous-traitance permet au donneur d'ordre de se décharger et de se désengager de certaines responsabilités qui sont d'ordre technique, social et économique. Comme nous l'avons vue chez Airbus, comme cela est monnaie courante dans la construction, l'industrie...

Techniquement, le donneur d'ordre n'est pas responsable, jusqu'à un certain niveau, des risques de malfaçons, de retard ou autres étant donné que l'entreprise sous-traitante est couverte par une assurance décennale.

Socialement, le donneur d'ordre n'est pas responsable des salariés qui sont déclarés dans l'entreprise sous-traitante, donc, ils ne sont pas en charge directe imputable. Ils ne relèvent pas de la même convention collective que les salariés du donneur d'ordre qui peut être plus avantageuse. Ainsi, cela permet au donneur d'ordre de dévoyer le code du travail. En effet, quand les salariés d'une entreprise sous-traitante font des dépassements excessifs de l'horaire légale et maximale ou qu'ils ne sont pas déclarés, ce n'est pas le donneur d'ordre qui en est tenu responsable.

Le donneur d'ordre et le sous-traitant sont liés par un lien contractuel, c'est le droit civil et commercial qui intervient quand un litige les oppose. Concernant un litige entre un salarié et son employeur, le code du travail n'intervient que rarement.

Economiquement, le donneur d'ordre n'est pas responsable de la commande des fournitures, donc besoin d'un fond de roulement, quand on sait que les délais de paiements peuvent aller de 60 à 90 jours.



Quand l'incurie de la puissance publique et les pratiques vénales des grands groupes donneurs d'ordre engendrent un système mortifère pour les sous-traitants et leurs salariés qui consiste à jouer sur une concurrence déloyale et faussée, quand il n'y a pas de copinage ! Pour se sucrer sur le dos des sous-traitants. Ni responsable, encore moins coupable!

Les conséquences de ces procédés vandales contre les sous-traitants sont très graves : ils remportent des marchés onéreux à des prix intenable d'un point de vue comptable, ils sont alors obligés de clôturer les travaux à une cadence infernale. Cette cascade d'intermédiaires, en diluant les responsabilités, facilite aussi tous les abus, contournement du Code du travail, des règles de sécurité et d'hygiène...

La puissance publique a pourtant les moyens d'imposer des règles de protection, dont le maintien des prix de marché à un niveau correct. Le sous-traitant et ses salariés doivent bénéficier de la même convention collective et avantages que les salariés du donneur d'ordre. Il faut également limiter le nombre de sous-traitant sur un même marché et revoir le droit commercial sur les négociations contractuelles de marché, pour des négociations entre donneurs d'ordres et sous-traitants plus équitables.

En outre, le champ d'intervention et d'application du Code du travail doit être élargi entre les sous-traitants et le ou les donneurs d'ordres pour des litiges d'ordre commercial qui pourraient être préjudiciables aux sous-traitants et leurs salariés. **C'est l'intervention de la main visible de la démocratie, contre celle prétendument invisible du marché.**



Les ouvriers grévistes de l'usine d'automobile Citroën écoutent le compte-rendu d'un syndicaliste de la CGT pendant un meeting qui s'est tenu le 24 mai 1968, place Balard, à Paris.

Cela démontre l'irresponsabilité de l'Etat qui est dans une politique du chiffre, dont la hausse des créations d'entreprises constitue le serpent de mer : une entourloupette qui occulte la vérité sous le sceau des chiffres.

En effet, l'Etat sait notoirement qu'un créateur sur deux ne tiendra pas plus de 5 ans malgré les exonérations et autres déductions fiscales ou sociales. Le souci premier des pouvoirs publics n'est pas de savoir quand ils cesseront leur activité. Au pire, en cas de fraude ou de non paiement des cotisations et impôts, le gérant de l'entreprise se retrouvera pieds et points liés devant le mandataire judiciaire pour liquidation ou cessation de paiement.

Les sous-traitants comme leurs salariés sont les racines d'un même arbre à plusieurs branches, le salariat. Ils se nourrissent de la même sève, de leurs salaires en contrepartie de la vente de leur force de travail. Ils aspirent à être mieux récompensés pour le travail qu'ils fournissent, ainsi qu'à être mieux considérés par ceux qui sont censés les défendre et les protéger contre la rapacité et la voracité des donneurs d'ordres.

Valse avec la vie.

Critique du film Valse avec Bachir.

Réalisateur, Ari Folman. France, Allemagne, Israël. 2008.

par Renaud Chenu, 75

Comment les hommes se démerdent avec leur conscience, leur mémoire, la mémoire qu'ils ont d'eux-mêmes après avoir connu l'horreur, participé à l'horreur, permis que l'horreur se déroule ? Prenez un homme de quarante à cinquante ans qui s'est retrouvé au feu à dix-huit ans, a semé la mort en obéissant à l'ordre criminel de vider son chargeur pour une cause quelconque, a vomi ses tripes en respirant l'odeur des cadavres, a tenu dans sa main le visage d'un frère d'arme pleurant de crever comme une merde, la panse ouverte, avant même d'avoir vécu.

Des gamins. C'est toujours aux gamins qu'on demande d'assumer l'absurdité criminelle des nations, des communautés, des sectes qui résolvent leurs problèmes existentiels en plongeant dans les flaques de sang qui irriguent la mémoire des grandes causes.

Le cerveau humain survit, c'est une formidable machine à survivre. Jorge Semprun a écrit pour survivre. Parce qu'il fallait conjurer la mort, cette mort qu'on a chevillée à l'âme quand elle fut notre compagne le temps d'une courte éternité et qu'elle s'en est allée sans nous prendre, mais en prenant tout le reste.

D'autres ont oublié. La mémoire s'arrange avec elle-même, sait effacer le pire et reconstruire des légendes, juste pour permettre à celui qu'elle porte de continuer à exister. A exister sans que chaque jour soit peuplé des arrières-mondes obscurs que la fréquentation assidue de l'inhumanité ne manque jamais d'installer dans les coeurs.

Ari n'a pas écrit pour survivre. Peut-être n'avait-il pas lu Semprun ? Ari a fait la première guerre du Liban, dans Tsahal, à l'âge où les seuls soucis d'un homme devraient être de faire l'amour, de devenir un grand scientifique, d'écrire un roman majeur ou de faire cracher des larsens à sa guitare dans des caves enfumées remplies d'ados défoncés. Ari est le héros de *Valse avec Bachir*. Quand s'est déroulée la première guerre du Liban, où est le Liban, qui fut Bachir, qu'est-ce que Tsahal ? On s'en fout. Des hommes, la peur de la mort, des massacres, des cadavres d'enfants pourrissants à côté de leur mère se décomposant, bouffés par les mouches, le soleil et la poussière...

Toutes les guerres se valent, tous les massacres produisent la même odeur. Ari ne se souvient de rien. L'oubli, ce fut sa stratégie inconsciente pour survivre. Ou presque. Juste un souvenir. Celui d'être sorti nu de la mer, où il se baignait avec deux camarades, sa mitraillette à la main, puis d'avoir enfilé son uniforme de soldat sous le soleil naissant sur les immeubles éventrés de Beyrouth et d'être reparti, nulle part. C'était quoi ce souvenir ? Il est sorti de la mer comme on sort de l'enfer ou bien du ventre de sa mère.

On ne peut pas se souvenir de ce qui s'est passé dans un

tel endroit, car on n'est pas programmé pour ça. C'est un peu ce que dit le film. Ari est cinéaste. Ari est un conteur d'histoire. Comme tous ceux qui passent leur vie à noircir des pages ou à colorer des pellicules, Ari connaît l'ivresse du flot narratif. Mais il ne se souvient pas. Ari raconte des histoires, mais sa pire histoire est dans une boîte noire, inracontable. C'est le black-out mémoriel. La guerre qui débute, la colonne qui avance dans le Sud-Liban, les premiers potes qui tombent, le grincement des chars, la première permission, c'est encore net. Mais plus le massacre approche, plus les souvenirs se font la malle. Du massacre rien. Sabra et Chatila. C'était la Paix en Galilée. Pourtant il était là. Pourtant il a vu, il a entendu.

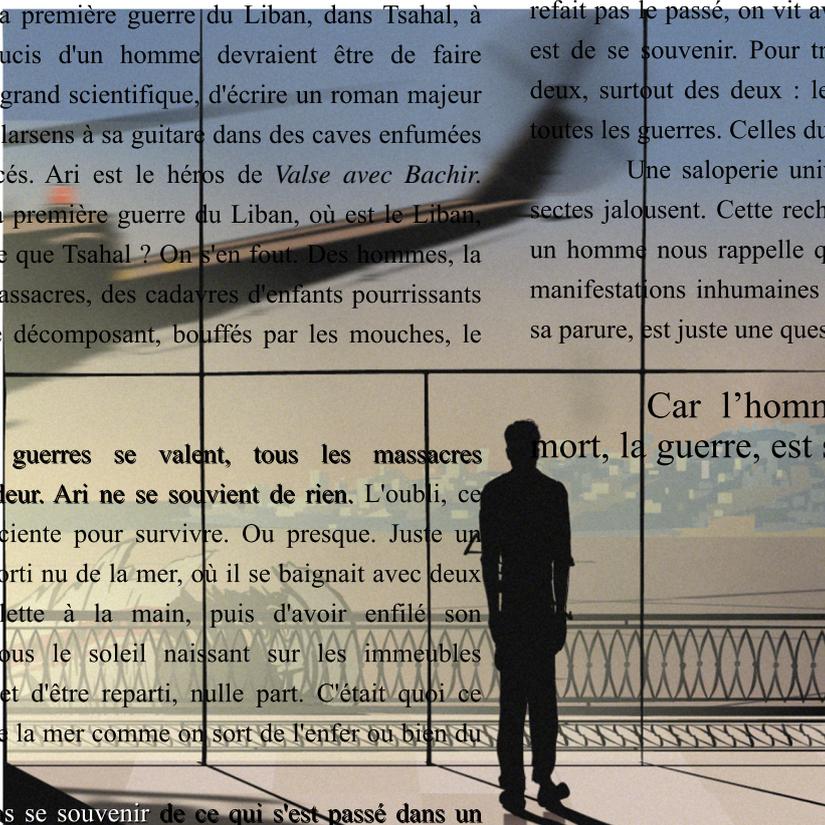
Son état-major savait. Lui était même. On lui a foutu un flingue dans la main et un uniforme sur le dos, comme tous les Etats savent si bien faire aux jeunes du monde entier. Combien de morts cette nuit terrible du 16 au 17 septembre 1982 ? 500 ? 5000 ? On s'en fout. Le massacre a eu lieu. C'était la guerre civile. Beyrouth gagnait sa réputation de bordel incompréhensible. Qui se souvient des Phalangistes de la milice chrétienne libanaise d'Elie Hobeika se vengeant de l'assassinat de Bachir dans une saignée froide, méthodique, absolument terrifiante ? Qui se souvient que ce secteur était contrôlé par l'armée israélienne du ministre de la défense Ariel Sharon ? Le massacre est exemplaire, c'est pour ça que le film est exemplaire, en plus d'être un bijou d'animation.

Ari ne se souvient pas. Mais soudain il veut se souvenir, le passé vient le taquiner, emmerder sa conscience.

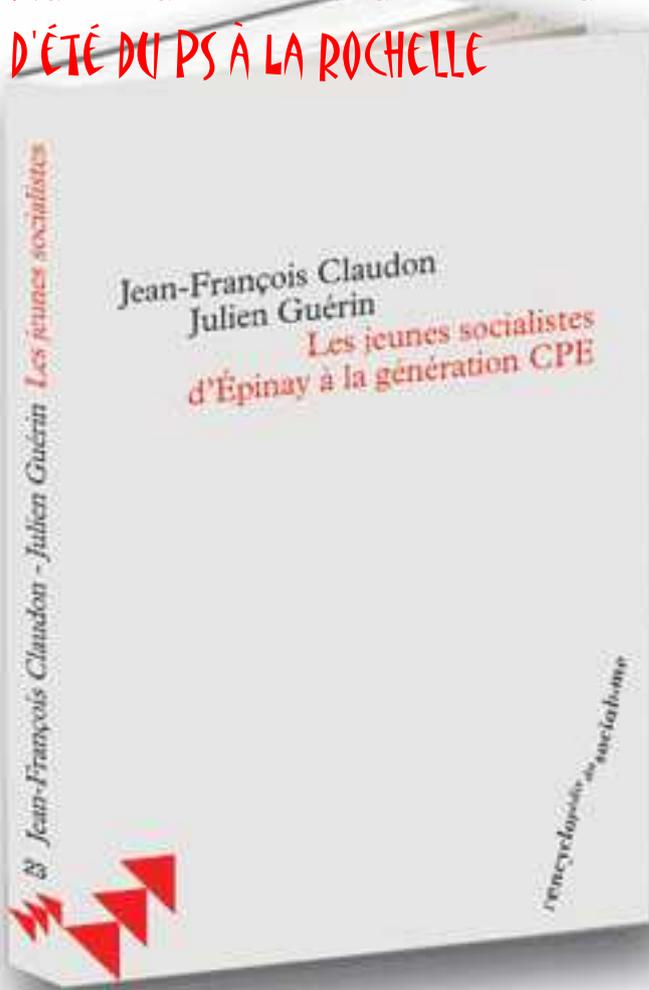
Alors il part. Retrouve ceux qui ont partagé ces moments avec lui. Et il tricote. Il tricote avec les fils du passé. Les souvenirs reviennent. Souvenirs construits, reconstruits, réels ? L'important n'est pas là. Le massacre lui revient à la mémoire. Ils y étaient. Ils n'ont pas bougé. Comment aurait-il pu en être autrement ? On ne refait pas le passé, on vit avec. Et il apprend à vivre avec. Sa quête est de se souvenir. Pour transmettre, pour assumer ? Un peu des deux, surtout des deux : le film est là pour ça. Ari nous parle de toutes les guerres. Celles du passé, du présent et du futur.

Une saloperie universelle que tous les Etats et toutes les sectes jalourent. Cette recherche de la mémoire perdue menée par un homme nous rappelle que faire vivre la mémoire de toutes les manifestations inhumaines de la violence légitime, quelle que soit sa parure, est juste une question de survie.

Car l'homme est fait pour la vie. La mort, la guerre, est sa négation.



SORTIE PRÉVUE POUR L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PS À LA ROCHELLE



"Les jeunes socialistes d'Épinay à la génération CPE"

Jean-François Claudon - Julien Guérin

École de formation politique, porte-parole des revendications de la jeunesse dans les rangs de la gauche, « bac à sable » où l'on joue avant d'entrer dans la cour des grands, passage obligé pour qui aspire à une grande carrière dans le Parti ? Le Mouvement des jeunes socialistes est peut-être un peu tout cela à la fois.

Les rapports du Parti socialiste avec son organisation de jeunesse n'ont jamais été un long fleuve tranquille : tensions, dissolutions, reprises en main ont été monnaie courante tout au long du XXe siècle.

Contre vents et marées, le MJS refondé en 1971 à Epinay s'est lancé dans une longue quête : celle de l'autonomie par rapport au PS. Elle a été obtenue en 1993. Cet ouvrage revient sur ce pan d'histoire contemporaine, et brosse aussi une fresque de l'histoire du MJS depuis la fin des années soixante : son organisation interne, son regard sur l'épreuve du pouvoir à partir du début des années 1980, son insertion dans les luttes de la jeunesse, etc.

Jean-François Claudon, né en 1981, originaire de Nancy, est professeur d'histoire, doctorant et militant socialiste en région parisienne.

Julien Guérin, né en 1981, originaire du Puy-en-Velay, est professeur d'histoire. Militant socialiste, il a été membre du bureau national du MJS de 2003 à 2005.

Pour commander ce livre : envoyez sous enveloppe affranchie à : ENCYCLOPÉDIE DU SOCIALISME, 12, CITÉ MALESHERBES 75009 PARIS, 7€, indiquez le titre du livre, votre nom, prénom, adresse.

UNITÉ

Comité de Rédaction d'Unité

Jean-François Claudon (75) Thomas Chavigne (31)
Julien Guérin (43) Emilie Leblong-Masclot (35)
Laurent Johanny (94) David Torres (75)
Renaud Chenu (75) Tunjaï Cilgi (64)
Ernest Simon (44) Yoann Rouvière (43)
Ugo Bernalicis (59) Pierre Cortese (63)
Laure Jincquot (75)

Numéro 13, juillet 2008

adresse e-mail : unite_journal@yahoo.fr

Articles en ligne sur : www.democratie-socialisme.org/

Numéros téléchargeables sur :

<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>

Diffusion électronique et papier. 1500 ex.

CONTACT OFFENSIVE SOCIALISTE

- Je souhaite recevoir les anciens numéros d'Unité
- Je souhaite rencontrer l'Offensive Socialiste
- Je souhaite adhérer à l'Offensive Socialiste

Nom :

Prénom :

Groupe :

Fédération :

Adresse e-mail :

Téléphone :

Coupon à renvoyer à unite_journal@yahoo.fr ou à Offensive Socialiste / Renaud Chenu / 4, rue Charlemagne / 55130/ Gondrecourt le Château.

Nos amis : D&S (www.democratie-socialisme.org); Le militant (www.le-militant.org); Parti Pris (www.partipris.org); Gauche Avenir (www.gaucheavenir.org) TAG (transformeragauche.fr); Trait d'Union (www.trait-dunion.org); RAG (www.2007lagauche.net); Priorité à gauche (prioriteagauche.typepad.fr); NPS (www.nouveau-ps.org); PRS (www.pourlarepubliquesociale.org).

LISEZ UNITÉ, LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE
<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>